

L214. L'élevage breton contre-attaque

Frédérique Le Gall

Avec ses vidéos chocs qui dénoncent la souffrance animale dans les abattoirs ou dans des élevages, l'association L214 a éveillé les consciences. Pour autant, cette association est-elle indemne de tout reproche ? Non répond l'Ameb (Association pour le maintien de l'élevage en Bretagne) qui dénonce une « machine de guerre » et reproche à L214 d'être financée, entre autres, par des entreprises américaines. Arguments contre arguments.



François Palut, président de l'Ameb, ne mâche pas ses mots quand il évoque l'association L214 Photo F. L. G.

« Ils prétendent agir pour le bien-être animal, en réalité ce sont des gourous qui ont un projet radical dont personne n'a conscience, pas même leurs adhérents qui, eux, pensent défendre la cause animale ». François Palut, maire de Plouvorn (29), ancien éleveur de porcs et président de l'Ameb, ne mâche pas ses mots quand il évoque L214. L'association, avec ses vidéos insoutenables qui totalisent des millions de vues sur le net, a frappé fort ces derniers mois au risque de donner une image peu reluisante de la filière viande française tout entière.

« Une folle idéologie »

L'Ameb, qui rassemble le monde de l'élevage breton, a donc pris l'initiative de contre-attaquer au terme d'une étude approfondie de l'idéologie et du financement de l'association créée en 2008 par Brigitte Gothière, Sébastien Arsac et

Antoine Comiti. François Palut commence par dénoncer « la folle idéologie » des anti-viande de L214, développée dans les cahiers antisécistes, une revue fondée en 1970. Les antisécistes combattent notamment la domination de l'animal par l'homme. Ainsi l'Ameb a particulièrement disséqué le projet RWAS (réduction de la souffrance des animaux sauvages) que l'on retrouve dans le programme du parti animaliste. « Ce projet, résume François Palut, prévoit deux moyens pour faire disparaître la douleur de la planète. C'est soit d'éliminer, pour leur bien, tous les animaux carnivores sur terre et dans les océans, soit de les convertir au véganisme grâce aux progrès des biotechnologies et de la génétique ».

L'Ameb ajoute que les partisans de ce programme revendiquent aussi la stérilisation des animaux de compagnie « Quand les propriétaires d'animaux

font des dons à L214, en réalité ils donnent de l'argent à des abolitionnistes qui veulent faire disparaître les animaux de compagnie au nom du refus de l'exploitation de l'animal par l'homme ».

« Une machine de guerre »

Hervé Leprince, qui dirige une agence de communication, dénonce « une machine de guerre ». « Ce sont des gens que l'on invite sur les plateaux de télévision pour parler du bien-être animal alors qu'ils prônent en réalité un changement de civilisation. Ce sont des gourous qui n'assument pas ; alors ils avancent masqués. Derrière le marketing d'une ONG très cool, leur stratégie est parfaitement huilée ! ».

L'Ameb s'est penchée aussi sur le financement de L214 dont le budget (5 millions d'euros en 2017) provient quasi exclusivement de dons. L'association

bretonne s'est procuré le rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice 2017. Dans celui-ci apparaît très clairement un don de 1,14 million d'euros accordé par « l'Open Philanthropy project ». L'OPP est une fondation de chefs d'entreprise de la Silicon Valley en Californie. Cette fondation précise que ce don doit permettre à ses bénéficiaires d'agir pour les poulets de chair et de structurer des initiatives sur les campus universitaires.

S'il n'y a rien a priori d'illégal, l'Ameb se pose la question des réelles motivations de ces généreux donateurs. « En finançant L214, les patrons de la Silicon Valley affaiblissent la filière viande en France et ouvrent le marché de l'alimentation vegan et surtout du prometteur futur marché des aliments de synthèse comme la viande in vitro dans lesquels ils investissent fortement », accuse François Palut.